

marché, le prix du porc sur le marché de Toronto a baissé de \$2 à \$3 les cent livres et le prix du bacon vendu dans les magasins a augmenté de 15c. la livre.

Dans son quatrième rapport, en date du mardi 4 octobre 1966, le comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes renferme le témoignage de M. S. B. Williams, sous-ministre adjoint du ministère de l'Agriculture. On y trouve à la page 160, un commentaire qui mérite d'être signalé. Voici ce qu'il déclare:

Les 15 dernières années, d'après le Bureau fédéral de la statistique, l'indice des biens et services achetés par les agriculteurs a monté de près de 60 p. 100. Pendant cette période, la production agricole a accusé une augmentation estimative excédant 60 p. 100. Au cours de la même période, l'indice des prix reçus par les agriculteurs a augmenté d'environ 7 p. 100 seulement.

Voilà des chiffres étonnants fournis par une personne fort estimable, le sous-ministre de l'Agriculture, au comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, et qui révèlent qu'à force de dur labeur et grâce aux nouvelles techniques, les agriculteurs ont réussi à augmenter leur production de 60 p. 100, même si le prix des produits qu'ils ont dû acheter a augmenté de plus de 60 p. 100, de sorte que l'augmentation de leur production a été annulée par les prix plus élevés qu'ils ont dû payer les biens et denrées qu'ils ont achetés, alors que le prix des produits vendus a baissé de 7 p. 100. Monsieur l'Orateur, l'ensemble de la situation agricole, le labeur, le sang, la sueur, les larmes des agriculteurs canadiens, est renfermé dans cette simple déclaration du sous-ministre de l'Agriculture.

● (4.50 p.m.)

Dans le deuxième rapport des procès-verbaux du comité du crédit au consommateur, le témoignage présenté par M. Bryce, sous-ministre des Finances, renferme un tableau intéressant qui montre les diverses portions du revenu national brut et comment ces portions sont attribuées aux divers groupes économiques de notre société.

La lecture en est passionnante. Les pages 94 et 95 présentent deux tableaux très bien faits où l'on apprend que la part du revenu national échue aux salariés n'a subi qu'une légère augmentation entre 1949 et 1965. Au cours de cette période, leur part du revenu national a augmenté de 7.7 p. 100. Pendant la même période, de 1949 à 1965, la part du revenu national échue aux agriculteurs—je parle de leur revenu net après avoir acquitté leurs dépenses—a augmenté seulement de 1.7 p. 100.

Fait intéressant, monsieur l'Orateur, au cours de la même période, ceux qui vivent des bénéfices des sociétés ont vu leur part augmenter de 6.6 p. 100. Ceux qui vivent des loyers et des intérêts d'investissements ont vu leur part augmenter de 10.7 p. 100. De sorte que si l'on associe ces deux derniers groupes, on trouve que la part du revenu national échue aux personnes qui vivent d'investissements, sous forme d'actions d'obligations, d'hypothèques ou de loyers, a augmenté de 17.3 p. 100.

Le sous-ministre des Finances a présenté au comité ce tableau qui est certainement très révélateur. En 16 ans, la part du revenu national canadien échue aux agriculteurs a augmenté de seulement 1.7 p. 100. La part échue aux travailleurs employés de bureau ou ouvriers, dirigeants ou travailleurs manuels, n'a augmenté que de 7.7 p. 100, cependant que la part du revenu national échue à ceux qui vivent de leurs investissements et de leurs coupons a augmenté de 17.3 p. 100.

Tel est, monsieur l'Orateur, le problème auquel le Parlement doit s'attaquer. Cette obsession du profit qui augmente les prix à la consommation et qui pousse le citoyen moyen à réclamer des augmentations de salaires, est responsable du cercle vicieux qui enferme le pays dans une situation très sérieuse, surtout pour ceux qui vivent de revenus fixes. C'est dans l'œuf qu'il faut étouffer ce mouvement, c'est-à-dire dans le groupe de ceux qui vivent de leurs placements qui dépendent des bénéfices des sociétés et qui se sont attribués une part exorbitante de l'accroissement de la productivité nationale. Ce groupe devrait réduire ses exigences à des proportions acceptables. Ces gens ont traité la société comme une jungle économique. Ils ont déclaré que la main la plus large et le cœur le plus avide amasseront la plus grande part, et l'application de ce principe donne des résultats désastreux.

J'ai pris note d'un discours prononcé par M. Walter Reuther, président des Travailleurs unis de l'automobile des États-Unis; j'ai été frappé de ses propos sur l'augmentation du prix des automobiles 1967. M. Reuther dit:

L'indice de l'automobile donnera à l'économie des États-Unis une poussée douloureuse, dangereuse et totalement injustifiable vers la spirale inflationniste menaçante, si les hausses de prix qu'ont annoncées les trois grands entrent en vigueur.

Les augmentations viennent au moment où l'inflation menace l'intégrité du revenu des familles et a pour double effet de plonger dans la misère les retraités et ceux qui touchent un revenu fixe.

Elles mettent en danger l'expansion économique soutenue dont dépend notre prospérité nationale, y compris la prospérité de l'industrie de l'automobile.